



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 juin 2021
(Convocation du 18 juin 2021)

Aujourd'hui, le vingt-trois juin deux mille vingt et un à 11h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon l'article 6 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Madame Dominique DEGOS

Etaient présents en visioconférence :

Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Paul CARRERE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Messieurs Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard POUBLAN

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Marchés / Biodiversité - Marché n° 17013 « Étude groupée pour le rétablissement de la continuité écologique sur des ouvrages de l'Arros gersois » - Résiliation du marché

Exposé des motifs :

L'Institution Adour avait confié par voie de marché public, à la société SARL Bureau d'études techniques d'équipement rural et urbain (BETERU), une étude de restauration de la continuité écologique sur des ouvrages de l'Arros gersois. Depuis le 27 août 2020, la société BETERU est en liquidation judiciaire ; la SAS Rey et Associés Mandataires Judiciaires a été désignée pour être le liquidateur.

Dans ce cadre, conformément à l'article 30.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) actuellement en vigueur, et dans les conditions prévues par l'article L. 641-10 du code de commerce, l'Institution Adour avait mis en demeure par courrier du 12 mai 2021 le liquidateur de se prononcer sur la poursuite de la prestation dudit marché.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Le 20 mai 2021, BDR & Associés a indiqué par mail à l'Institution Adour que la société BETERU avait cessé toute activité. Dans ce courrier électronique, le liquidateur n'a pas répondu sur sa volonté de poursuivre l'exécution du marché. Par conséquent, faute pour le liquidateur d'avoir indiqué formellement sa volonté de poursuivre l'exécution du marché avant la date du 12 juin 2021 (soit un mois après la mise en demeure par l'Institution Adour, délai de rigueur), l'Institution Adour prend acte de cette absence de volonté, et résilie le marché à compter du 12 juillet 2021.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité



DECIDE

Article 1

- D'autoriser le Président à résilier le marché n°17013 « Étude groupée pour le rétablissement de la continuité écologique sur des ouvrages de l'Arros gersoïs »,
- D'autoriser le Président à prendre toutes décisions relatives à l'exécution de la présente décision et à signer les documents afférents.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 23 juin 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



MARCHES PUBLICS

EXE15

DÉCISION DE RÉSILIATION

A – Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX
Tél. : 05 58 46 18 70 - secretariat@institution-adour.fr
Siret : 254 002 264 00060

Représentée par son Président, Monsieur Paul CARRERE

B – Identification du titulaire du marché public

BETERU
3 Allée de l'Autan - ZA des Landes - 31850 Mondouzil
Tél : 05 61 84 71 52 - Adresse électronique : beteru@free.fr
Siret : 329 814 560 00028
Représentée par son directeur, Pierre FLIPO

C – Objet du marché public

□ Objet du marché public ou de l'accord-cadre :

Marché n° 17013 – Étude groupée pour le rétablissement de la continuité écologique sur des ouvrages de l'Arros gersoïs

□ Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : **7 septembre 2017**

□ Durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre : **12 mois**

□ Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : **20 %**
- Montant HT : **95 646,33 €**
- Montant TTC : **114 775,60 €**

D – Clauses contractuelles mises en œuvre

Envoyé en préfecture le 30/06/2021

Reçu en préfecture le 30/06/2021



Redressement judiciaire ou liquidation
ID : 040-254002264-20210623-B22_2021-DE

D'après l'article 30.2 « Résiliation pour événements extérieurs au marché - Redressement judiciaire » du CCAG-PI, en cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

E – Décision du pouvoir adjudicateur

Après la mise en liquidation judiciaire de BETERU le 27 août 2021, la mise en demeure du liquidateur judiciaire par courrier le 12 mai 2021 et en l'absence d'expression formelle, à la date du 12 juin 2021 (soit un mois après la mise en demeure, délai de rigueur), par le liquidateur de sa volonté de poursuivre l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché public à compter du 12 juillet 2021.

F – Modalités de la résiliation

□ Remises des documents :

Il est demandé à BETERU, conformément à l'article 35 du CCAG-PI, de remettre l'ensemble des documents issus de ce marché dans délai de 1 mois après la notification de cette décision, dont les documents suivants :

- L'ensemble des rapports sous format modifiable ;
- L'ensemble des plans sous format modifiable.

G – Signature du pouvoir adjudicateur

A Mont-de-Marsan, le
Signature